

Une manifestation à Luxembourg contre les suppressions d'emplois prévues sur le site de Gandrange

# ArcelorMittal tempore



Alors qu'une délégation syndicale négociait avec la direction d'ArcelorMittal, les sept cents autres manifestants attendaient avec anxiété devant le siège du groupe industriel, avenue de la Liberté

(Photo: Guy Jallay)

■ A l'appel des syndicats français, quelque sept cents personnes ont manifesté hier matin devant le siège d'ArcelorMittal contre la fermeture du site sidérurgique de Gandrange. Au terme de deux heures de négociations avec

une délégation d'ouvriers, la direction d'ArcelorMittal a consenti à ce que des experts élaborent un contre-projet visant le développement des outils industriels et de la formation. Aucun délai n'a été précisé. Compte tenu

de cette mince avancée, les syndicats ont déjà annoncé l'organisation d'une nouvelle manifestation, le 9 février. Elle devrait avoir lieu cette fois dans la vallée de l'Orne.

■ Lire en Zoom – page 2

# «Nous avons été écoutés»

«Une toute petite ouverture.» Voilà, selon les syndicats, ce qu'ont permis les deux heures de négociations qui ont eu lieu hier matin au siège d'ArcelorMittal à Luxembourg, dans le cadre d'une manifestation dénonçant la fermeture du site industriel de Gandrange, en Moselle. Les syndicats français vont donc désormais élaborer un contre-projet, basé sur le développement des outils industriels et des formations. En outre, une seconde manifestation est programmée le 9 février.

■ Suite à l'annonce d'ArcelorMittal, le 16 janvier, de supprimer, d'ici à avril 2009, 595 des 1.108 emplois dans son aciérie de Gandrange, en Moselle, les syndicats français avaient décidé d'organiser une manifestation hier matin à Luxembourg devant le siège d'ArcelorMittal.

Une délégation de représentants de ces syndicats a finalement été reçue pendant presque deux heures par les responsables d'ArcelorMittal.

Au terme de ces tractations, un véritable appel à poursuivre la lutte a été lancé, alors que les rangs des manifestants s'étaient déjà quelque peu éclaircis, sans doute du fait des températures et de la longueur des négociations.

Les représentants des syndicats ont pris la parole à tour de rôle pour commenter le résultat de leur entrevue, la CGT en tête: «Les responsables d'ArcelorMittal nous ont écoutés et nous ont



Les manifestants ont attendu le résultat des négociations pendant deux heures devant le siège d'ArcelorMittal, avenue de la Liberté à Luxembourg (Photos: Guy Jallay)

entendus. Bernard Fontana, responsable des ressources humaines d'ArcelorMittal, a compris notre attachement au site de Gandrange et reconnaît notre professionnalisme. Les responsables ont reconnu qu'il s'agissait d'une décision financière. Nous leur avons donc demandé de geler pour l'instant leur décision.» C'est là qu'intervient la «toute petite ouverture».

La CFE / CGC a en effet annoncé qu'ArcelorMittal leur laissait «le temps nécessaire pour

présenter un contre-projet qui sera élaboré par des experts».

## Rendez-vous le 9 février

La CFDT a donc lancé un appel «à toutes les bonnes volontés» afin d'élaborer ce contre-projet. «Il s'agira d'investir dans les outils industriels et dans la formation». Selon la CFDT, la manifestation d'hier a été «un pas en arrière fait par la direction d'ArcelorMittal. Et demain, ce sera un second pas en arrière. On ne veut donc pas partir aujourd'hui sur une déception.

On poursuit la contestation. Nous sommes confiants.» «Nous vous invitons donc tous à rester mobilisés», a conclu le porte-parole de la CFE / CGC. «Il faut poursuivre la lutte.»

Et dans cette perspective, une seconde manifestation est d'ores et déjà annoncée le samedi 9 février. Elle aura sans doute lieu dans la vallée de l'Orne, non loin de Gandrange. Les syndicats espèrent que leur appel à la solidarité de chacun sera entendu.

■ Anne-Sophie Rihm

## INTRO

### ArcelorMittal calme le jeu

Les problèmes n'ont pas été réglés, mais repoussés, semble-t-il, hier par ArcelorMittal, qui a souhaité donner du temps aux syndicats français afin que des experts élaborent un contre-projet censé éviter la fermeture du site sidérurgique de Gandrange, en Moselle. Une nouvelle action de protestation est prévue le 9 février.

## En bref

### N. Sarkozy rencontre Lakshmi Mittal

Le chef de l'Etat français, Nicolas Sarkozy, va rencontrer «en tout début de semaine» prochaine le p.-d.g. d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, pour évoquer les suppressions d'emplois envisagées dans son usine de Moselle, et «verra également les organisations syndicales de l'usine», a indiqué hier son porte-parole. Le plan de suppression d'emplois a commencé à prendre une dimension nationale en France.

### Vingt-cinq voitures mises à la fourrière

Environ sept cents manifestants ont pris part au rassemblement d'hier. Onze bus les ont transportés. Un porte-parole de la police grand-ducale a affirmé que «tout avait été prévu, même l'imprévu». Par mesure de sécurité, le quartier a été interdit à la circulation de 9 heures à 13 h 15. Aucun débordement n'est à déplorer. La police a toutefois procédé à la mise en fourrière de vingt-cinq véhicules qui étaient stationnés dans le périmètre de sécurité.

## «A titre de solidarité»

Michel Bigaré, maire de Gandrange depuis 1989, peut compter sur le soutien des bourgmestres des communes avoisinantes, dont plusieurs avaient d'ailleurs fait le déplacement hier jusqu'à Luxembourg.

■ Ainsi, Jean-Claude Mahler, maire d'Hagondange et président de la communauté de communes du sillon mosellan, était présent «à titre de solidarité».

«Nous sommes nous-mêmes une commune sidérurgique», souligne-t-il. «C'est la brutalité de la décision d'ArcelorMittal qui m'interpelle. Pourquoi fermer ce site alors que les besoins mondiaux importants en acier ne sont pas couverts? Cette usine était bénéficiaire de trente millions d'euros en 2005! La vallée de l'Orne est une région où le savoir-faire sidérurgique existe vraiment» et il est essentiel de «ne pas le gâcher», selon M. Mahler. Il souligne d'ailleurs à ce propos que le dernier centre d'apprentissage en Lorraine a fermé il y a bien des années. Ce que le maire souhaite surtout,



Michel Bigaré (à g.) est notamment soutenu par Jean-Claude Mahler, lui aussi à la tête d'une commune sidérurgique

c'est que «les emplois soient conservés en France. Car le secteur tertiaire ne donnera pas de travail à tout le monde».

Même incompréhension de M. Bigaré face à la décision «brutale» et «trop rapide» d'Arcelor-Mittal, qui aura des conséquen-

ces sur «le bassin houiller, les emplois et la ville», cite-t-il. La commune de Gandrange peut également compter sur le soutien de ses voisins luxembourgeois, représentés hier par des délégations de l'OGB-L et du LCGB.

■ Anne-Sophie Rihm

Ils travaillent sur le site menacé de fermeture

## Pour que les reclassements ne soient pas des déclassements

Alain Buttgen travaille depuis 1970 dans l'usine d'Hagondange.

«J'ai commencé en bas de l'échelle, aujourd'hui, je suis technicien et j'aime mon métier», sourit-il dans son habit de cosmonaute, «qui n'est pas en amiante, mais fait d'un produit de substitution!»

A 54 ans, il souligne l'importance de la formation des jeunes gens. Ce que confirme Sébastien, arrivé dans l'usine il y a trois ans. «Les anciens sont partis mais nous n'avons pas été formés. On a dû tout apprendre tout seul, on a dû s'accrocher. Et maintenant que l'on est compétitif, on va nous mettre ailleurs. On n'y croit pas!», souligne le jeune homme qui participe pour la première fois à une manifestation.

Son chef, Claude, a, lui, de la bouteille: il est par exemple allé à Paris en 1987 défendre le train à fil d'Amnéville-Rombas. Il craint que «les reclassements dont on parle se transforment en déclassements. On nous a dit que nous aurions tous »un job«. C'est bien léger comme expression. On parle de »job d'été« ou quoi?». Celui qui a fait toute sa carrière à Gandrange ne perd pas espoir: «Le site était déjà appelé à fermer



Alain Buttgen

en 1984. Toute décision peut être retournée, surtout si l'on consent à faire les bons investissements», affirme-t-il.

Il note les conséquences que pourrait avoir l'application de la décision d'ArcelorMittal et explique: «Un emploi à l'usine, c'est trois emplois à l'extérieur, car ça fait vivre, outre les familles, les commerçants locaux comme la boulangère chez qui l'ouvrier va chercher son pain. Eux aussi sont menacés.»

■ ASR